



## CHAPITRE 88

## CHAPTER 88

Loi modifiant la charte de la ville de Hampstead      An Act to amend the charter of the town of Hampstead

[Sanctionnée le 18 décembre 1958]

[Assented to, the 18th of December, 1958]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que la ville de Hampstead, constituée en corporation par la loi 4 George V, chapitre 94, a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite ville et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, déjà modifiée par les lois 7 George V, chapitre 84; 10 George V, chapitre 105; 24 George V, chapitre 104, et 1 Édouard VIII, chapitre 12, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1914,  
c. 94, a. 4,  
ab.

**1.** L'article 4 de la loi 4 George V, chapitre 94, est abrogé.

Id., a. 6,  
ab.

**2.** L'article 6 de la loi 4 George V, chapitre 94, est abrogé, à compter de la date de la prochaine élection générale.

S.R.,  
c. 233,  
aa. 47, 48,  
remp.  
pour la  
ville.

**3.** Les articles 47 et 48 de la Loi des cités et villes sont abrogés et remplacés, pour la ville, par le suivant:

Compo-  
sition.

**"47.** A compter de la date de la prochaine élection générale, le conseil municipal sera composé d'un maire et de six échevins, élus pour deux ans, ou pour trois ans, dans le cas de l'article 173a, par la majorité des électeurs municipaux ayant voté."

Preamble.

**W**HEREAS the town of Hampstead, incorporated by the act 4 George V, chapter 94, has, by its petition, represented that it is in the interest of the said town and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, already amended by the acts 7 George V, chapter 84; 10 George V, chapter 105; 24 George V, chapter 104, and 1 Edward VIII, chapter 12, be again amended;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 4 of the act 4 George V, chapter 94, is abrogated.

1914,  
c. 94, s. 4,  
ab.

**2.** Section 6 of the act 4 George V, chapter 94, is abrogated, from the date of the next general election.

Id., s. 6,  
ab.

**3.** Sections 47 and 48 of the Cities and Towns Act are abrogated and replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
ss. 47, 48,  
replaced  
for town.

**"47.** From the date of the next general election, the municipal council shall be composed of a mayor and of six aldermen, which shall be elected for two years, or for three years, in the case of section 173a, by the majority of the municipal electors who have voted."

Compo-  
sition.

S.R.,  
c. 233,  
a. 49 non  
applica-  
ble.

**4.** L'article 49 de la Loi des cités et villes ne s'applique pas à la ville.

1914,  
c. 94, a. 8,  
ab.

**5.** L'article 8 de la loi 4 George V, chapitre 94, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 7 George V, chapitre 81, et par l'article 1 de la loi 10 George V, chapitre 105, est abrogé.

S.R.,  
c. 233,  
a. 135,  
remp.  
pour la  
ville.

**6.** L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Époque  
de la con-  
fection.

**"135.** Avant le premier décembre de l'année où une élection générale a lieu, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

S.R.,  
c. 233,  
a. 143,  
remp.  
pour la  
ville.

**7.** L'article 143 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Greffier  
spécial.

**"143.** Si le troisième jour de décembre, conformément aux dispositions de la charte de la ville, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs, ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le juge de district présidant cette cour, ou, dans le cas où celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge d'un district voisin doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste alphabétique des électeurs."

S.R.,  
c. 233,  
a. 247,  
remp.  
pour la  
ville.

**8.** L'article 247 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Recomptage au cas d'égalité de votes.

**"247.** S'il y a égalité de votes pour la même charge de maire ou d'échevin, l'officier rapporteur s'adressera, par requête, à un juge de la Cour de magistrat dans le district de Montréal, dans les quatre jours suivant celui de l'élection pour demander le recomptage des suffrages. Après ce recomptage, s'il y a encore égalité des votes, l'officier rapporteur décidera

**4.** Section 49 of the Cities and Towns Act does not apply to the town.

R.S.,  
c. 233,  
s. 49 not  
applica-  
ble.

**5.** Section 8 of the act 4 George V, chapter 94, as replaced by section 1 of the act 7 George V, chapter 81, and by section 1 of the act 10 George V, chapter 105, is abrogated.

1914,  
c. 94, s. 8,  
ab.

**6.** Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 135,  
replaced  
for town.

**"135.** Prior to the first of December, in the year in which a general election is held, the clerk shall prepare or cause to be prepared under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electors' list."

Time  
of pre-  
paration.

**7.** Section 143 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 143,  
replaced  
for town.

**"143.** If, on the third day of December, in accordance with the provisions of the charter of the town, the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given and published the notice required by section 139, the Magistrate's Court or the district judge presiding over it, or if the latter is absent or unable to act, a district judge to whom the neighbouring district is assigned, on summary petition of any person entitled to be entered as elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare such list."

Special  
clerk.

**8.** Section 247 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 247,  
replaced  
for town.

**"247.** Whenever an equal number of votes are cast for the same office of mayor or of alderman, the returning-officer shall, by way of petition, apply to a judge of the Magistrate's Court in Montreal, within four days after that of the election, for a recount of votes. After such recount of votes, in the event there still exists an equal number of votes, the returning-

Recount  
in case of  
tie in  
votes.

immédiatement, par une déclaration écrite, lequel parmi ceux qui ont le même nombre de votes, sera considéré élu à ladite charge.

Frais.

Les frais de recomptage seront à la charge de la ville et le trésorier de la ville est autorisé à se conformer aux prescriptions édictées par l'article 253 de la présente loi."

S.R.,  
c. 233,  
a. 252,  
remp.  
pour la  
ville.

**9.** L'article 252 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Délai.

**"252.** La demande, pour être recevable, doit être formée dans les quatre jours qui suivront celui où l'officier-rapporteur, après avoir recensé les votes, a déclaré l'un des candidats élu."

1936,  
c. 12, a. 1,  
am.

**10.** L'article 1 de la loi 1 Édouard VIII, chapitre 12, est modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

Condition  
d'obten-  
tion de  
permis  
de cons-  
truction.

**"1<sup>a</sup>** Pour décréter qu'aucun permis de construction ne sera accordé, à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil et à moins que les services publics d'aqueduc et d'égouts ne soient installés dans la rue sur laquelle la construction concernée ne soient installés.

Exception.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliqueront pas aux constructions érigées pour fins agricoles sur des terrains en culture.

Permis.

**"1<sup>b</sup>** Prescrire la manière de présenter un permis de bâtir et fixer les droits à payer à la ville pour l'octroi de ce permis qui ne doivent pas excéder deux cents dollars;"

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

**11.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 1<sup>o</sup>, par le suivant:

Rues.

**"1<sup>o</sup>** Sujet aux dispositions de la Loi relative aux rues publiques (chapitre 242), pour ordonner l'ouverture de nouvelles rues, la fermeture, l'élargissement, le prolongement ou le changement des rues existantes, et pour prescrire le mode de construction ou d'entretien des rues de la municipalité, et pour payer tout ou partie du coût, à même les fonds généraux de la corpo-

officer shall at once decide, by a declaration in writing, who, among those having an equal number of votes, shall be considered elected to the said office.

Costs.

The costs of the recount shall be borne by the town and the town treasurer is authorized to comply with the provisions enacted by section 253 of this act."

**9.** Section 252 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 252,  
replaced  
for town.

Delay.

**"252.** The application, in order to be received, must be made within four days after that on which the returning-officer, after adding up the votes, has declared one of the candidates elected."

**10.** Section 1 of the act 1 Edward VIII, chapter 12, is amended by adding thereto the following paragraphs:

1936,  
c. 12, s. 1,  
am.

**"1<sup>a</sup>** To decree that no building permit shall be granted, unless the ground on which each proposed structure, including its dependencies, is to be built, forms a separate lot on the official cadastral plan or on the subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code and unless the public waterworks and sewer services are installed in the street on which the structure in question is to be erected.

Condition  
to obtain  
building  
permit.

The above provisions shall not apply to structures for agricultural purposes on lands under cultivation;

Exception.

**1<sup>b</sup>** To prescribe the manner in which a permit to build shall be presented and to fix the dues to be paid to the town for the granting of such permit, which shall not exceed two hundred dollars;"

Permit.

**11.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing paragraph 1, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

**"1.** Subject to the provisions of the Public Street Act (chapter 242), to order the opening of new streets, the closing, the widening, extension or changing of existing streets, and to prescribe the manner of making and maintaining the streets of the municipality, and to pay the whole or part of the cost thereof out of the general funds of the corporation,

Streets.

ration ou par le moyen d'une taxe spéciale sur les propriétaires des immeubles situés dans un rayon déterminé par le conseil, et pour prescrire une répartition de telle taxe soit selon le front ou la superficie de tels immeubles, ou suivant leur évaluation totale, comme le conseil le jugera à propos, selon tels plans et à de telles conditions que le conseil peut juger opportuns; toutefois, le règlement décrétant la fermeture d'une ou de plusieurs rues doit pourvoir à l'indemnité, s'il y a lieu, et est sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec avant d'entrer en vigueur;"

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

Nom des  
rues.

**12.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 6°, par le suivant:

"6° Pour donner des noms aux rues, allées et places publiques et pour en changer les noms; le conseil peut néanmoins agir par simple résolution pour ces fins;"

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

Subdivi-  
sion de  
lots.

**13.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 8°, par le suivant:

"8° Pour réglementer la subdivision, l'annulation de subdivision de lots situés dans les limites de la cité; pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivision à l'approbation du conseil quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement, pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité;"

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

Nettoyage  
des  
rues.

**14.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 19°, par le suivant:

"19° Pour décréter que la ville entretiendra, balaiera, arrosera et tiendra en état de propreté tous ou quelques-uns de ses trottoirs, rues ou places publiques; pour décréter que la ville enlèvera la neige ou la glace, en tout ou en partie de tous ou de quelques-uns de ses trottoirs, rues et places publiques. Ces travaux seront payés à même les fonds généraux de la ville;"

or by means of a special tax on the owners of immoveable property situated within a radius determined by the council, and to prescribe an apportionment of such tax either according to the frontage or area of such immoveables, or according to their total valuation, as the council may deem expedient, according to such plans and on such conditions as it may deem advisable; however, the by-law ordering the closing of one or of several streets must provide for the indemnity, if there be occasion therefor, and shall be subject to the approval of the Quebec Municipal Commission before coming into force;"

**12.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing paragraph 6, by the following:

"6. To give names to the streets, alleys and public places and to change the same; the council may nevertheless act by mere resolution for such purposes;"

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

Naming  
streets.

**13.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing paragraph 8, by the following:

"8. To regulate the subdivision or cancellation of subdivision of lots situated within the limits of the municipality, to compel the proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council fifteen days before their presentation to the minister in charge of the cadastre for registration; to prohibit such subdivision, whenever the same does not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality;"

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

Subdivi-  
sion of  
lots.

**14.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing paragraph 19, by the following:

"19. To decree that the town will maintain, sweep, sprinkle and keep clean all or some of its sidewalks, streets or public places; to decree that the town will remove the snow or ice, in whole or in part, from all or some of its sidewalks, streets and public places. Such work shall be paid for out of the general funds of the town;"

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

Cleaning  
streets.



S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

Arbres  
nuisibles,  
etc.

**15.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 32°, le suivant: "32°a Pour obliger tout propriétaire à couper et enlever de sa propriété tout arbre ou toute branche d'arbre, ou toute racine d'arbre qui, dans l'opinion du conseil, en raison de son mauvais état ou de sa croissance, constitue un danger à la vie ou à la propriété ou est de nature à nuire aux services publics d'aqueduc et d'égout, et à défaut par le propriétaire de le faire, pour faire couper ou enlever tout tel arbre et toute telle branche ou racine par la cité et à en exiger le coût du propriétaire."

S.R.,  
c. 233,  
a. 439,  
remp.  
pour la  
ville.

Taxe  
spéciale.

**16.** L'article 439 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**439.** Le conseil peut, dans le but de rencontrer les sommes dépensées pour la construction d'aqueduc, puits publics, citernes ou réservoirs et, l'intérêt sur icelles, imposer, par règlement, en tout ou en partie sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles dans la municipalité ou sur ceux au bénéfice de qui ces améliorations sont faites, une taxe spéciale annuelle en raison de l'étendue du front de chaque immeuble ou de son évaluation."

S.R.,  
c. 233,  
a. 440,  
remp.  
pour la  
ville.

Respon-  
sabilité  
pour  
taxes.

**17.** L'article 440 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**440.** Cette taxe spéciale est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc, pourvu que la corporation ait signifié, à ces propriétaires ou occupants, qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis de leurs immeubles respectifs."

S.R.,  
c. 233,  
a. 458,  
remp.  
pour la  
ville.

Système  
d'éclairage.

Taxe spé-  
ciale à  
cette fin.

**18.** L'article 458 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**458.** Le conseil peut, par règlement, introduire un système d'éclairage.

Le conseil peut, dans le but de rencontrer les intérêts et le capital des sommes dépensées à telle fin, imposer sur tous

**15.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 32, the following:

"32a. To compel any proprietor to cut and remove from his property any trees, branches or roots of trees which, in the opinion of the council, because of their bad condition or growth, constitute a danger to life or property or could be prejudicial to the public aqueduct and sewer services of the town, and, in default by the proprietor to do so, to have such trees or branches or roots of trees cut and removed by the town, and to exact the cost thereof from the proprietor."

**16.** Section 439 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**439.** The council may, by by-law, in order to meet the sums expended in the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs, and the interest thereon, impose, wholly or in part, on all the owners or occupants of immoveables in the municipality, or on those for whose benefit such improvements are made, an annual special tax proportionate to the frontage of such immoveables or on the valuation."

**17.** Section 440 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**440.** Such special tax shall be imposed and levied even upon the owners or occupants not availing themselves of the water from the waterworks, provided that the municipality has notified such owners or occupants that it is prepared, at its own expense, to bring the water to the line of the street opposite their respective immoveable property."

**18.** Section 458 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**458.** The council may, by by-law, introduce a system of lighting.

The council may, in order to meet the interests and capital of the sums expended for such purpose, impose on all the owners

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

Danger-  
ous trees,  
etc.

R.S.,  
c. 233,  
s. 439,  
replaced  
for town.

Special  
tax.

R.S.,  
c. 233,  
s. 440,  
replaced  
for town.

Liability  
for tax.

R.S.,  
c. 233,  
s. 458,  
replaced  
for town.

Lighting  
system.

Special  
tax for  
such pur-  
pose.

les propriétaires d'immeubles une taxe annuelle spéciale et prescrire le mode de prélèvement de telle taxe, soit selon le front de la propriété, soit selon l'évaluation."

S.R.,  
c. 233,  
s. 469,  
am. pour  
la ville.

Restau-  
rants am-  
bulants.

**19.** L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 6°, le suivant: "6°a Pour réglementer, limiter le nombre des restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la ville; annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la ville devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis;"

S.R.,  
c. 233,  
s. 469,  
am. pour  
la ville.

Taxis.

**20.** L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 9°, le suivant: "9°a Pour limiter le nombre de taxis opérant dans la municipalité et déterminer le nombre de taxis qui peuvent stationner aux postes; pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux postes autorisés; pour refuser une licence ou un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis, ou la conduite d'un taxi, à toute personne qui se serait rendue coupable d'un acte criminel pour lequel elle aurait été condamnée, durant les trois ans suivant telle condamnation, ou dont le caractère ne serait pas recommandable; pour autoriser la police à faire enquête complète sur l'identité et le caractère d'un conducteur; pour décréter et réglementer l'imposition de taximètres; pour révoquer les permis accordés au propriétaire d'un taxi ou à un conducteur dans le cas d'une deuxième infraction à la loi provinciale des véhicules automobiles ou aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique ou aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques et leur transport et possession ou au Code criminel;"

S.R.,  
c. 233,  
s. 472,  
am. pour  
la ville.

Nui-  
sances.

**21.** L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1°, le suivant: "1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot, des branches, broussailles et longues herbes ou d'y laisser des ferrailles de toute sorte,

of immoveable property an annual special tax and prescribe the mode in which said tax shall be levied, either according to the frontage of the property or according to assessed value."

**19.** Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 6, the following: "6a. To regulate and limit the number

R.S.,  
c. 233,  
s. 469,  
am. for  
town.

of itinerant restaurants, or to prohibit the operating thereof within the town limits and to cancel their permits at any time. But in case of cancellation, the town shall remit a portion of the cost of the license corresponding to the period remaining unexpired under such permit;"

Itinerant  
restau-  
rants.

**20.** Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 9, the following: "9a. To limit the number of taxis

R.S.,  
c. 233,  
s. 469,  
am. for  
town.

operating in the municipality and fix the number of taxis which can be parked at stands; to prohibit the same from being stationed elsewhere than at the authorized stands; to refuse a license or permit to operate a taxi stand or to drive a taxi to any person who may have been guilty of a criminal offence for which he was convicted, during the three years following such conviction, or whose character is not respectable; to authorize the police to make a full investigation of the identity and character of a driver; to order and regulate the installation of taximeters; to revoke the permit granted to a taxi-owner or driver in case of second offence against the provincial motor vehicles act or against the municipal by-laws respecting traffic and public safety, or to the provincial laws respecting alcoholic liquors and their transportation and possession, or against the Criminal Code;"

Taxis.

**21.** Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 1, the following: "1a. To decree that the fact that the

R.S.,  
c. 233,  
s. 472,  
am. for  
town.

owner of a vacant lot, or of a lot partly built upon, allows branches, bushes and long seeds to grow on said lot, or allows scrap iron, waste matter, rubbish, papers

Nui-  
sances.

des déchets, détritrus, papiers et bouteilles vides ou d'utiliser ledit lot ou partie d'icelui ou bâtisse érigée sur ce lot pour garder des animaux de ferme ou volailles constituent une nuisance; pour autoriser lot afin d'enlever telle nuisance aux frais les employés de la ville à pénétrer sur tel du propriétaire en défaut, et pour imposer des amendes aux personnes permettant qu'existent de telles nuisances, ainsi que pour prescrire les mesures appropriées pour les prévenir;".

or empty bottles to remain thereon, or uses said lot or part of said lot or building thereon erected to keep live farm yard animals or fowls, constitutes a nuisance; to authorize the employees of the town to enter on such land to remove the said nuisance at the cost of the owner at fault, and to impose fines on persons who allow such nuisance to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same;".

S.R.,  
c. 233,  
aa. 485a-  
485b, aj.  
pour la  
ville.

**22.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 485, les suivants:

**22.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 485, the following:

R.S.,  
c. 233,  
ss. 485a-  
485b,  
added  
for town.

Rôle sur  
fiches ou  
feuilles  
mobiles.

**"485a.** Le conseil de ville pourra ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles à condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du secrétaire des estimateurs. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les initiales du secrétaire des estimateurs.

**"485a.** The town council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves, provided that, on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the secretary of the assessors. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made may form part of the new roll, provided mention thereof is made on each of them, under the initials of the secretary of the assessors.

Rolls on  
index-  
cards  
or loose  
leaves.

Experts  
aux esti-  
mateurs.

**"485b.** Le conseil a toujours eu le droit de, et peut, par résolution, adjoindre aux estimateurs des experts aux fins de conseiller et d'aider ceux-ci à établir, par le recours aux meilleures méthodes possibles, la valeur réelle de la propriété taxable de la ville, ou de certaines catégories de telle propriété."

**"485b.** The council has always had the right to, and may, by resolution, provide the assessors with experts with a view to counselling and helping the former to establish, by the best possible methods, the real value of the taxable property of the town, or of certain categories of such property."

Experts to  
assessors.

S.R.,  
c. 233,  
a. 575,  
ramp.  
pour la  
ville.

**23.** L'article 575 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**23.** Section 575 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 575,  
replaced  
for town.

Vente des  
immeu-  
bles ac-  
quis.

**"575.** Ces immeubles, ainsi acquis par la municipalité et qui n'ont pas été rachetés, doivent être vendus, soit à l'enchère, soit par vente privée, selon que le conseil le décrètera par résolution, dans l'année qui suit l'expiration du délai pendant lequel le retrait pouvait être exercé. Le ministre des affaires municipales peut cependant accorder de nouveaux délais,

**"575.** Immoveables so purchased by the municipality, which have not been redeemed, shall be sold, either at auction or at private sale, as the council may order by resolution, within the year next after the expiration of the delay in which redemption might have been exercised. The Minister of Municipal Affairs may, however, grant further delays, at the

Sale of  
property  
pur-  
chased.

à la demande du conseil, pour des raisons qu'il juge suffisantes.

Propriété  
définitive.

Nonobstant ce qui précède, le conseil pourra décréter, par règlement, après l'expiration du délai pour retirer, que tels immeubles ainsi acquis demeureront la propriété définitive de la municipalité, pour servir comme parc public, terrain de jeux ou à d'autres fins municipales.

Appro-  
bation.

Ce règlement n'aura force et effet qu'après approbation du ministre des affaires municipales."

S.R.,  
c. 233,  
aa. 604a-  
604e, aj.  
pour la  
ville.

**24.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 604, le paragraphe et les articles suivants:

"§ 28a.—*Du fonds de roulement*

Fonds  
de rou-  
lement  
autorisé.

"**604a.** Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin, soit pour rencontrer les dépenses de la ville, au cours d'un exercice, en attendant la perception des revenus du même exercice, soit pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer, par règlement, un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

Capital  
constitué.

"**604b.** Le capital de ce fonds n'exède pas vingt-cinq mille (\$25,000.00) dollars et est constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égale montant.

Emprunt  
autorisé.

"**604c.** La ville est autorisée à emprunter une somme de vingt-cinq mille (\$25,000.00) dollars, remboursable dans une période de quinze (15) ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

Emprunts  
de ce  
fonds.

"**604d.** Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins

request of the council, for reasons that he may deem sufficient.

Notwithstanding the foregoing, the council may order, by by-law adopted after the expiration of the delay in which redemption might have been exercised, that such immovables so purchased shall remain the absolute property of the municipality, to be used as public parks, playgrounds or for other municipal purposes.

Final  
owner-  
ship.

Such by-law shall have force and effect only after approval by the Minister of Municipal Affairs."

Approval.

**24.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 604, the following paragraph and sections:

R.S.,  
c. 233,  
ss. 604a-  
604e,  
added  
for town.

"§ 28a.—*Working-fund*

"**604a.** With a view to placing at the disposal of the council moneys it may need to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the collection of the revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not a matter of mere maintenance, or of certain purchases not usually made, and which are not so costly as to justify a long-term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the "working-fund".

Working-  
fund au-  
thorized.

"**604b.** The capital of such fund shall not exceed twenty-five thousand dollars (\$25,000.00) and it shall be constituted, at the outset, by the proceeds of a loan of equal amount.

Constitu-  
tion of  
capital.

"**604c.** The town is authorized to borrow a sum of twenty-five thousand (\$25,000.00) dollars, repayable in a period of fifteen (15) years, in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors, owners of taxable immovable property, shall not be required.

Loan au-  
thorized.

"**604d.** The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys if may need for the purposes contemplated

Borrow-  
ing from  
such fund.



mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra être pour un terme excédant cinq ans. Cependant les emprunts contractés en attendant la perception des revenus devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

in the above section 604a. None of these loans shall be for a period exceeding five years. However, loans incurred pending the collection of revenues shall be repaid within twelve months from the date of their approval. The resolution authorizing the loan shall determine in what manner its reimbursement shall be made, and in the event that the general revenues be insufficient to effect such reimbursement, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the annual maturities. To be valid, the said loans are subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission.

Place-  
ments.

**"604e.** Le conseil peut affecter les deniers liquides de ce fonds pour acheter des obligations du Canada ou de la province de Québec qui resteront à l'actif dudit fonds."

**"604e.** The council may use the liquid <sup>Invest-</sup> moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec, which shall remain assets of the said fund."

Octrois  
autorisés.

**25.** Le conseil est autorisé à voter, par résolution, et à payer à même les fonds généraux, toute somme qu'il jugera utile pour l'encouragement des arts, des sciences, l'établissement de centres de loisirs, l'organisation de jeux et de sports, pourvu que le montant global destiné à ces fins ne s'élève pas à plus de quinze cents (\$1,500.00) dollars par an.

**25.** The municipal council may, by <sup>Grants</sup> resolution, vote and pay out of the general funds any sum which it deems useful for the encouragement of arts, sciences, the establishment of recreational centres and the organization of games and sports, provided that the total amount does not exceed fifteen hundred (\$1,500.00) dollars per annum.

Vente  
d'objets  
non ré-  
clamés.

**26.** La ville peut faire vendre à l'encan par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers, ou autres biens meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession ou si ces objets, effets ou biens meubles sont le produit d'un vol, ou ont été saisis ou confisqués par ses officiers de police ou se trouvaient en possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquelles la cité a été obligée de pourvoir.

**26.** The town may cause to be sold <sup>Sale of</sup> at auction, by a bailiff of the Superior Court, without any judicial proceedings and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects, moveable effects or other movable property unclaimed within the twelve months, which may be in its possession or if such objects, effects or moveable property are the proceeds of theft or have been seized or confiscated by its police officers or were found in the possession of dead persons for whose burial the town had to provide.

Respon-  
sabilité.

Si ces biens sont réclamés après la vente, la cité ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura faites.

<sup>Liability.</sup> If such property be claimed after the sale, the town shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the cost of the sale and other expenses which it may have made.

Destruc-  
tion.

Si tels objets, effets mobiliers ou biens meubles non réclamés comme susdit ne

<sup>Destruc-</sup> If such objects, moveable effects or moveable property unclaimed as aforesaid

peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande, ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ces objets pourront être détruits après publication des mêmes avis, *mutatis mutandis*, et si ces objets sont réclamés après leur destruction, la cité ne sera tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation.

cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the illegality of their possession or of their unlawful use, those objects may be destroyed after publishing the same notices, *mutatis mutandis*, and if such objects are claimed after their destruction, the town shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation.

S.R.,  
c. 233,  
a. 668,  
am. pour  
la ville.

Significa-  
tion par  
courrier  
recom-  
mandé.

**27.** L'article 668 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le second alinéa, le suivant:

"Cependant, lorsqu'il s'agit d'une pièce émise par la cour ou par le juge, à la suite d'une infraction à un règlement municipal ou à la Loi des véhicules automobiles, telle signification sera valable en étant adressée par courrier recommandé à l'adresse donnée par l'accusé lors de la commission d'une telle infraction ou à l'adresse donnée par ledit accusé au service des véhicules automobiles du bureau du revenu de la province."

**27.** Section 668 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after the second paragraph, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 668,  
am. for  
town.

"However, in the case of a document issued by the court or by the judge following an infringement of a municipal by-law or of the Motor Vehicles Act such service shall be valid when sent by registered mail to the address given by the accused when such infringement was committed or to the address given by the said accused to the Motor Vehicle Service of the Provincial Revenue Office."

Service by  
registered  
mail.

Entrée en  
vigueur.

**28.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**28.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.